

Numéro 90 - 30 juin 2016

Le besoin d'un gouvernement antiguerre

La question n'est pas quel avion de combat mais qui contrôle la défense aérienne du Canada

- George Allen -



Le besoin d'un gouvernement antiguerre

- La question n'est pas quel avion de combat mais qui contrôle la défense aérienne du Canada - George Allen

Le Canada -- un refuge presque idyllique pour les nazis

- Le procès d'un ancien garde de camp cache la véritable histoire des criminels de guerre nazis - Dougal MacDonald

Le besoin d'un gouvernement antiguerre

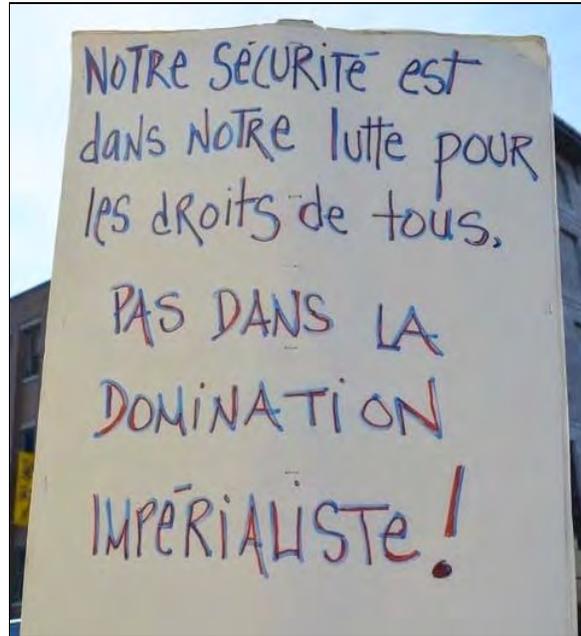
La question n'est pas quel avion de combat mais qui contrôle la défense aérienne du Canada

- George Allen -

Les médias monopolisés ont annoncé le 5 juin que le gouvernement libéral de Justin Trudeau planifie d'acheter un nombre encore inconnu d'avions de combat Super Hornet de l'entreprise de guerre Boeing en tant que mesure temporaire pour remplacer la flotte vieillissante de CF-18 du Canada. En mai, le ministre de la Défense Hajjit Sajjan a dit qu'il existait une lacune dans les

capacités militaires du Canada et que cela rendait nécessaire une action rapide. Sajjan, qui a récemment visité l'Australie, un pays qui a acheté 24 Hornets il y a cinq ans, a dit que les CF-18 du Canada « devaient être remplacés maintenant ». Il a indiqué que le gouvernement entendait procéder rapidement à la transaction et que l'achat des Hornets se ferait sans appel d'offre compétitif.

Depuis leur entrée dans l'ère des avions à réaction, les forces aériennes canadiennes n'ont jamais utilisé un avion de combat à réaction conçu ailleurs qu'aux États-Unis. Le CF-86 Sabre, le CT-133 Silver Star, le CF-101 Voodoo, le CF-104, le CF-116 Freedom Fighter et le CF-188 (CF-18 Hornet) proviennent tous des États-Unis. Si plusieurs d'entre eux étaient construits sous licence au Canada, le design provenait des entrepreneurs géants de guerre des États-Unis tels Lockheed Martin, Boeing et McDonnell Douglas. L'intention de garder vivante la conception canadienne d'un avion de combat avec le très innovateur CF-105 Avro Arrow a connu une triste fin en 1959 avec l'annulation secrète du projet par le gouvernement Diefenbaker, probablement en raison de la pression des États-Unis. Le Canada a été solidement attaché aux États-Unis en ce qui concerne les avions de combat depuis.



Bien sûr, le peuple canadien est très conscient que l'hypocrisie libérale sur la question des avions de combat est bien vivante. Lorsque le gouvernement précédent était au pouvoir, l'opposition libérale pestait contre le plan des conservateurs d'acheter un grand nombre d'avions de combat F-35 fabriqués par Lockheed Martin sans appel d'offre compétitif. Maintenant, des représentants du gouvernement libéral ont indiqué que le Canada devrait tout simplement acheter un autre avion construit aux États-Unis sans appel d'offre compétitif, étant donné l'importance de la « défense continentale conjointe avec les États-Unis », et le Hornet est la seule option véritable conçue aux États-Unis en dehors du F-35. Ces commentaires montrent bien que les lignes directrices guidant l'achat du prochain avion de combat du Canada sont motivées par les besoins des impérialistes américains, de l'OTAN et de NORAD et non des besoins du peuple canadien.

En même temps, alors que les libéraux promettaient que, s'ils étaient élus, ils n'achèteraient pas les F-35, même cette promesse semble remise en question. Il y a des suggestions tant au sein qu'à l'extérieur du gouvernement fédéral à l'effet qu'un reniement par les libéraux de l'entente conclue par le gouvernement fédéral précédent pourrait amener Lockheed Martin à frapper le gouvernement d'une poursuite juridique de grande envergure. Que ce soit le cas ou qu'il s'agisse d'une menace gratuite, on ne le sait pas. Néanmoins, le point essentiel est que toute la question de la défense aérienne du Canada est réduite à une question de « quel avion ? ». Des problèmes beaucoup plus importants, comme « qui contrôle l'approvisionnement en avions de combat du Canada et la défense aérienne ? » sont délibérément ignorés.

Le Canada doit pouvoir exercer un contrôle réel sur son approvisionnement en avions de combat et sa défense aérienne. Les décisions importantes sur ces questions devraient être prises par le peuple canadien et non par les monopoles américains et les institutions impérialistes. En ce qui concerne l'intégration du Canada dans l'appareil militaire des États-Unis, on sait bien qui décide. Les libéraux et leurs maîtres américains utilisent la peur au sujet de la nécessité d'une défense

commune contre une menace inexistante de la Russie ou des « États voyous » pour prétendre que ne pas acheter un avion de combat américain constituerait une sorte de menace à la souveraineté canadienne, alors qu'il s'agit précisément du contraire. Il a été démontré concrètement encore et encore que la conception des États-Unis/OTAN/NORAD de la défense aérienne ne vise pas la défense mais l'attaque - une attaque agressive contre tout pays qui exerce sa propre indépendance et refuse de se soumettre au diktat impérialiste. Les doctrines de Bush et d'Obama revendiquent toutes deux le « droit » de mener des attaques préventives et de bombarder des villes.

Le fait de réduire les questions de la défense du Canada à un faux argument au sujet de « quel avion ? » est une autre indication que les libéraux n'ont pas l'intention de défendre la sécurité du peuple canadien mais plutôt de placer les Canadiens face à un sérieux danger. Les scénarios grossiers de quelque attaque aérienne russe imminente, déterrés de bandes dessinées de la Guerre froide, sont conçus pour semer la confusion parmi le peuple canadien et écraser son opposition au bellicisme et ne reposent sur aucun fait. Le gouvernement libéral de guerre cherche une plus grande intégration à la machine de guerre des États-Unis précisément au moment où l'élite dirigeante des États-Unis travaille à mettre en place une présidence à la Clinton qui lancera de nouvelles agressions contre les peuples du monde. La voie à suivre est claire. Notre sécurité véritable ne réside pas dans l'achat du « bon » avion de combat américain afin d'enrichir encore plus les monopoles de guerre américains mais dans la lutte en unité avec les peuples du monde à la défense de leur droit d'être, contre les préparatifs des impérialistes américains à une nouvelle guerre mondiale.

***Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre !
Disons Non au contrôle étranger de la défense aérienne du Canada !
Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous !***



Le Canada -- un refuge presque idyllique pour les nazis

Le procès d'un ancien garde de camp cache la véritable histoire des criminels de guerre nazis

- Dougal MacDonald -

Les cercles dominants et leurs médias parlent beaucoup du procès et de la condamnation récente d'un garde du camp de concentration et de la mort d'Auschwitz-Birkenau en Pologne occupée par les nazis pendant la Deuxième guerre mondiale. Le 16 juin 2016, cet ancien garde, membre de la SS nazie, a été reconnu coupable par un tribunal allemand et condamné à cinq ans de prison pour complicité dans la mort d'au moins 170 000 personnes entre janvier 1943 et juin 1944. Personne ne s'attend à ce qu'il passe une seule journée en prison en raison de la longueur de la procédure d'appel et parce qu'il est âgé de 94 ans.

Tout ce cirque médiatique vise à cacher la vérité sur ce que sont devenus les criminels de guerre nazis et fascistes. En réalité, grâce à l'intervention active des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada et d'États européens, y compris le Vatican, des dizaines de milliers de criminels de guerre ont été protégés, cachés, ont reçu une nouvelle identité, ont été introduits, à la fois ouvertement et secrètement, dans des pays comme le Canada comme immigrants légitimes et engagés par les gouvernements et le secteur privé, même si leurs antécédents étaient bien connus dans les milieux officiels. Un grand nombre a été amené dans des pays comme le Canada immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, tandis que d'autres, qui ont adhéré au nazisme et au fascisme après la

guerre (et souvent ont été formés par des criminels de guerre de la Deuxième Guerre mondiale par le biais d'organisations comme la Ligue anticommuniste mondiale) ont été amenés après, et par la suite ont commis des crimes odieux au service de l'impérialisme américain dans des pays comme le Guatemala.



Les États-Unis ont donné la citoyenneté à des scientifiques nazis par le biais de l'Opération Paperclip pour qu'ils fassent de la recherche militaire et développent des armes contre l'Union soviétique. La photo montre 39 scientifiques nés en Allemagne dont deux nazis qui sont faits citoyens lors du Jour du Souvenir en 1954.

Un système de réseaux d'exfiltration nazis, les « filières des rats », a été mis en place pour les nazis et les fascistes qui fuyaient l'Europe après la défaite des hitlériens. Le Vatican a joué un rôle important pour faciliter ces évasions. Ces filières conduisaient à des refuges principalement situés en Amérique du Sud, notamment l'Argentine et le Paraguay, mais leurs destinations comprenaient également les États-Unis et le Canada. Elles ont servi à faire venir non seulement des individus mais des groupes entiers de nazis, souvent à des fins spécifiques et ouvertement. En voici quelques exemples. L'ensemble du service des renseignements nazi dirigé par le général Reinhard Gehlen a été recruté pour travailler pour les services de renseignement américains. Gehlen a obtenu beaucoup de ses informations par la torture de prisonniers de guerre soviétiques. L'Opération Paperclip du gouvernement des États-Unis a permis d'exfiltrer et de recruter 1500 scientifiques et ingénieurs nazis pour travailler sur le programme de missiles américain. [1] De la même manière, après la guerre l'Opération Matchbox du Canada a permis de faire venir au Canada des scientifiques et ingénieurs nazis au Canada. En 1950, le Canada a admis 2000 membres de la 14e division de grenadiers SS Galicie, principalement composée d'Ukrainiens qui avaient servi dans des unités de police nazies et des groupes mobiles d'extermination nazis. En novembre 1997, le *Jerusalem Post* a publié une série d'articles qualifiant le Canada de « refuge presque idyllique » pour les nazis.

Dans l'ensemble, le Canada a donné asile à des milliers de criminels de guerre nazis, même après que des milliers de Canadiens aient sacrifié leur vie dans la lutte contre le nazisme. À commencer par le gouvernement libéral de Mackenzie King, les gouvernements du Canada ont protégé des milliers de criminels de guerre, les ont cachés au Canada comme « personnes déplacées » et ont prétendu qu'ils étaient des patriotes qui avaient « combattu le communisme ». Ce genre de déclaration révèle que la raison principale pour laquelle autant de criminels de guerre nazis ont été protégés est que dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les soi-disant alliés de l'Union soviétique ont commencé à reconstruire l'Allemagne comme rempart contre l'Union soviétique, le pays qui avait le plus souffert dans la guerre pour vaincre les hitlériens. Aujourd'hui, l'Allemagne reconstruite est la plus grande puissance en Europe et son économie est à nouveau dirigée par les mêmes monopoles qui ont soutenu les hitlériens et n'ont reçu que des condamnations ridicules aux procès de Nuremberg.

Un exemple typique d'un criminel de guerre nazi qui a trouvé refuge au Canada après la Deuxième Guerre mondiale est le collaborateur letton Alfred Valdmanis. Ce dernier a été conseiller spécial du président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, et est devenu ministre letton des Finances sous le gouvernement pro-nazi d'Ulmanis. Il a participé aux déportations de juifs vers les camps de concentration et formé la division lettone de la Waffen SS pour lutter contre l'Union soviétique. Valdmanis est arrivé au Canada en 1949 et est devenu conseiller au ministère de l'Immigration, où il a travaillé à l'admission au Canada de 20 000 membres de la Waffen SS. En 1950, il est devenu le directeur général du ministère du Développement économique de Terre-Neuve où, fidèle à ses racines nazies, il a négocié plusieurs projets avec des monopoles allemands qui avaient soutenu les nazis, comme Krupp et Hoeschst. En 1951, il a été accusé d'être un criminel de guerre mais a nié les accusations et n'a jamais été arrêté ou jugé pour crimes de guerre.

Un autre exemple d'un criminel de guerre nazi qui a trouvé un refuge sûr au Canada est celui du Obersturmführer SS Helmut Rauca qui est entré au Canada en 1950. À peine six ans plus tard, il a obtenu la citoyenneté canadienne. Le 29 octobre 1941, Rauca a sélectionné plus de 11 000 hommes, femmes et enfants au Neuvième Fort à Kaunas, en Lituanie et a ordonné leur exécution, le plus grand massacre de juifs lituaniens pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les preuves contre lui étaient accablantes et pourtant il a vécu en paix à Toronto jusqu'en 1982, lorsque le gouvernement, face à un tollé de protestations, a été forcé de l'expulser vers l'Allemagne où il est mort l'année suivante, avant de pouvoir être traduit en justice.[2] Les cas de Valdmanis et de Rauca représentent la réalité de l'absence totale de conséquences pour beaucoup de criminels de guerre du même acabit, qui ont trouvé une place confortable, protégés par le gouvernement au Canada.

Il faut voir que les prétentions actuelles de « traduire en justice les criminels de guerre » ne sont pas nouvelles, notamment au Canada. Plusieurs gouvernements canadiens ont prétendu la même chose au fil des ans pour tenter d'apaiser l'indignation populaire face à la collaboration flagrante des milieux dirigeants avec les nazis et les fascistes. Les gouvernements canadiens ont également prétendu s'opposer fermement à la présence de criminels de guerre nazis. Un des exemples importants est la Commission Deschênes créée par le gouvernement de Brian Mulroney en 1985 pour calmer la colère publique à la suite des allégations que le médecin nazi Joseph Mengele se trouverait au Canada. Mais cela n'a mené nulle part. Des citoyens et groupes de citoyens ont donné à la commission des milliers de noms, et des millions de dollars ont été consacrés aux enquêtes, 20 cas ont été retenus, mais la commission a jugé qu'elle n'avait pas de preuves suffisantes et aucun des individus en question n'a été traduit en justice. La plupart de la documentation rassemblée par la commission est toujours secrète et inaccessible aux chercheurs indépendants.

Comme la publicité entourant le procès et la condamnation de l'ancien criminel de guerre nazi en Allemagne n'a rien à voir avec se débarrasser des criminels de guerre, qu'en est-il vraiment ? Essentiellement, le stratagème a pour but de convaincre les gens que ceux qui commettent des crimes de guerre seront un jour traduits en justice, et également que l'époque des nazis est révolue et qu'il ne reste plus que quelques vieillards fragiles qui ne sont une menace pour personne et qui devraient être autorisés à mourir en paix. Pendant ce temps, derrière cette façade, les nazis modernes se réorganisent, en particulier en Ukraine et dans les républiques baltes. En Ukraine, ils occupent des postes gouvernementaux et des sièges au Parlement, et ont leurs propres armées privées. Ce n'est pas surprenant puisque, pendant la



Deuxième Guerre mondiale, les groupes criminels financés par les nazis de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) se sont déclarés des « patriotes » dans le but de massacrer les juifs, les Russes et les Polonais. Dans les États baltes, les nazis et néonazis tiennent des défilés annuels pour commémorer les crimes de leurs prédécesseurs commis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Dans d'autres pays européens, ces criminels organisent des partis « nationalistes » qui sèment la violence, le racisme et font de la propagande anti-immigrés.

Le procès et la condamnation le 16 juin de l'ancien garde et criminel de guerre nazi sont également un stratagème pour détourner l'attention du fait que les plus grands criminels de guerre du monde sont actuellement les impérialistes américains et leurs alliés comme Israël. Les États-Unis, qui ont pris le relais des hitlériens après la Deuxième Guerre mondiale, commettent régulièrement des crimes de guerre dans le monde, notamment des invasions d'autres pays, l'utilisation d'armes de destruction massive, des massacres de civils, des assassinats ciblés, l'organisation de coups d'État, le financement de groupes racistes et fascistes et la liste ne s'arrête pas là. Les États-Unis protègent également leurs alliés criminels de guerre, comme Israël, et garantissent qu'ils ne sont jamais tenus responsables de leurs crimes contre les peuples du monde. Dans le même temps, partout dans le monde, les peuples dénoncent ces crimes des États-Unis et luttent activement contre la domination américaine. Au bout du compte, les criminels de guerre américains subiront le même sort que leurs modèles, les nazis hitlériens, une défaite retentissante et définitive aux mains des peuples du monde.

Notes

1. Pour plus d'informations : *Operation Paperclip : The Secret Intelligence Program That Brought Nazi Scientists to America* , Annie Jacobsen (New York : Little Brown and Company, 2014).

2. Pour plus d'informations : *War Criminal on Trial : The Rauca Case* , Sol Littman (Toronto : Lester and Orpen Dennys, 1983).



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca